



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES
Quarante-neuvième session

11 - 15 mai 2026

TRAVAUX FUTURS ET QUESTIONS ÉMERGENTES

(Préparé par le Kenya)

INTRODUCTION

1. La 43^e réunion du Comité du Codex sur l'étiquetage des aliments (CCFL43, 2016) a décidé d'étudier les possibilités d'orientation et de travail futurs du CCFL. Il a été convenu que le Canada préparerait un document résumant les travaux précédemment identifiés qui n'ont pas été poursuivis, et qu'il présenterait les travaux en cours et les propositions pour les travaux futurs. Le CCFL a également convenu que le document serait actualisé à chaque session et qu'une délégation différente en assumerait la responsabilité à chaque fois. Ce document a ensuite été présenté au CCFL44 (2017), puis mis à jour et présenté à nouveau au CCFL45 (2019), au CCFL46 (2021) et au CCFL47(2023).
2. Le CCFL48 a réaffirmé la décision de tenir à jour l'inventaire des travaux futurs et des questions émergentes et a convenu que le Kenya mettrait à jour l'inventaire des travaux futurs et l'orientation du CCFL (Annexe II de CX/FL 24/48/14), en incluant les contributions de la lettre circulaire (CL) et en supprimant les éléments approuvés en tant que nouveaux travaux.
3. Le CCFL48 a également décidé que le Secrétariat du Codex publierait une lettre circulaire demandant aux membres et aux observateurs de fournir de nouveaux thèmes de travail ou des questions émergentes à inclure dans le document. Le Secrétariat du Codex a publié la lettre circulaire CL 2025/42-FL en mai 2025 et l'a ouverte jusqu'au 15 janvier 2026.
4. Au total, six réponses ont été reçues de trois (3) pays membres : République-Unie de Tanzanie, Colombie et Nouvelle-Zélande; et trois (3) organisations observatrices : Le Réseau international d'action pour l'alimentation infantile, la International Chewing Gum Association (ICGA) et la Fédération européenne des associations de diététiciens.
5. Ce document présente les enjeux suivants sur la base des commentaires formulés en réponse à la lettre circulaire CL 2024/24-FL :
 - travail potentiel pour le CCFL;
 - questions émergentes pertinentes pour le CCFL;
 - des propositions de nouveaux travaux concernant les thèmes précédemment examinés par le CCFL;
 - un tableau d'inventaire des travaux futurs potentiels du CCFL (Annexe).

TRAVAUX POTENTIELS POUR LE CCFL

6. La Fédération européenne des associations de diététiciens (FEAD), en réponse à la lettre circulaire CL 2025/42-FL, a proposé au CCFL un nouvel élément de travail potentiel sur la définition du terme « aliments ultratransformés ». Dans son commentaire général, la FEAD a informé le CCFL que l'OMS avait commencé à travailler en vue d'obtenir des lignes directrices mondiales sur la consommation d'aliments ultratransformés, et les organismes de réglementation américains (FDA/USDA) ont lancé une demande de renseignements pour élaborer une définition uniforme de la notion d'aliments ultratransformés. La FEAD note en outre qu'une définition uniforme sera importante pour la mise en œuvre de l'étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages.

QUESTIONS ÉMERGENTES PERTINENTES POUR LE CCFL

7. Aucune nouvelle question pertinente pour le CCFL n'a été soulevée en réponse à la lettre circulaire CL 2025/42-FL.

PROPOSITIONS CONCERNANT LES DOMAINES DE TRAVAIL PRÉCÉDEMMENT EXAMINÉS PAR LE COMITÉ

8. En réponse à la lettre circulaire CL 2025/42-FL, les propositions de nouveaux travaux et les commentaires suivants ont été soumis à l'examen du CCFL 49.

a) Étiquetage des boissons alcoolisées

9. Le CCFL48 a accepté de garder ce projet dans l'inventaire pour les travaux futurs jusqu'à ce qu'un membre présente une proposition de projet. La République-Unie de Tanzanie a soumis un document de travail et des documents de projet à l'examen du CCFL49 (CX/FL 26/49/8 Add.1). En outre, la Fédération européenne des associations de diététiciens (FEAD) a soumis un commentaire recommandant de donner la priorité à une révision horizontale du Codex de la *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (NGÉDAP) (CXS 1-1985) et des *Directives sur l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2-1985) afin de couvrir explicitement les renseignements de base sur l'emballage des boissons alcoolisées (alcool par volume – ABV, renseignements sur les boissons standard, énergie, allergènes, avertissements clés pour la santé), ainsi que les restrictions relatives aux allégations dans les *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé* (CXG 23-1997).

b) Élaboration d'une nouvelle définition de « petits emballages/conditionnements de petite taille/petits paquets »

10. Le CCFL48 a maintenu ce point sur la table d'inventaire pour examen éventuel et l'ICGA a soumis un document de travail et un document de projet à examiner par le CCFL49 (CX/FL 26/49/8 Add.2).

c) Déclarations de durabilité

11. Le Réseau international d'action pour l'alimentation infantile et la FEAD ont soutenu le maintien de ce projet dans l'inventaire des travaux futurs du CCFL, comme convenu lors du CCFL48.

RECOMMANDATIONS

12. Il est recommandé que le CCFL49 :

- (i) examine et prenne acte de la mise à jour de l'inventaire des travaux futurs et des questions émergentes pour le CCEF (annexe);
- (ii) examine les deux propositions de nouveaux travaux suivantes:
 - (a) L'application des dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires aux boissons alcoolisées, préparée par la Tanzanie avec l'aide de la Barbade, du Botswana, de l'Eswatini, du Ghana, de la Jamaïque, de Madagascar, de la Norvège, de Sainte-Lucie, des Seychelles, de l'Ouganda et de l'Organisation mondiale de la santé (**CX/FL 26/49/8 Add.1**).
 - (b) Une définition directrice pour une application d'une uniformité accrue des dispositions sur l'étiquetage aux « petits emballages » et leurs exemptions connexes établies dans les textes existants du Codex préparés par l'ICGA (CX/FL 26/49/8 Add.2); en vue d'entreprendre de nouveaux travaux dans ces deux domaines.
- (iii) demander au Secrétariat du Codex de publier une lettre circulaire invitant à présenter des propositions de nouveaux travaux ou des questions émergentes;
- (iv) identifier une délégation différente pour assumer la responsabilité de la mise à jour du tableau de l'inventaire des travaux futurs du CCFL, avec les termes de référence suivants, entre autres :
 - a) mettre à jour le tableau d'inventaire des travaux futurs du CCFL (annexe), en y incluant les contributions du CL et en supprimant les éléments approuvés en tant que nouveaux travaux;
 - b) préparer un document de travail actualisé sur les travaux futurs et les questions émergentes pour examen par le CCFL50.

ANNEXE**TABLEAU D'INVENTAIRE DES TRAVAUX FUTURS POTENTIELS DU CCFL**

Les modifications proposées au tableau sont indiquées en **gras et soulignées**, tandis que les suppressions sont barrées

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
NOUVEAU TRAVAIL POTENTIEL				
1.	<i>Étiquetage de l'alcool et orientations</i>	2017, 2023, 2024	<p>Pour la plupart des gens, la consommation d'alcool n'entraîne pas de dommages importants, mais pour d'autres, l'alcool peut avoir des effets néfastes sur la santé. Étant donné que l'un des principaux objectifs des normes du Codex est la protection de la santé, il pourrait être utile de tenir compte de ces préoccupations dans le cadre de l'étiquetage du Codex. Un exemple à prendre en considération est la fourniture d'informations sur les étiquettes concernant la teneur en alcool et le contenu énergétique du produit.</p> <p>Dans le même temps, la définition des aliments dans le manuel de procédures couvre les boissons alcoolisées, de sorte que la norme générale pour l'étiquetage des aliments préemballés et les lignes directrices connexes sur l'étiquetage nutritionnel et les allégations s'appliquent à toutes les aliments, y compris les boissons alcoolisées.</p> <p>Le CCFL45 a demandé à la Fédération de Russie de réviser le document de travail (CX/FL 19/45/10) présenté au CCFL45. Aucun document n'a été livré lors du CCFL46.</p> <p>En outre, aucun document de travail n'a été préparé pour le CCFL47 et il n'y a pas eu d'offres de la part des membres pour prendre la direction d'un nouveau travail potentiel. Le Comité a discuté et a décidé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> I. maintenir le point sur l'étiquetage des boissons alcoolisées à son ordre du jour. II. demander au Secrétariat de publier une lettre circulaire sur les actions futures possibles du Codex en la matière. III. demander à l'OMS de préparer un document de travail sur la base des résultats de la lettre circulaire. <p><u>En réponse à la lettre circulaire CL 2025/24 FL, la République-Unie de Tanzanie a soumis un document de travail et un document de projet sur l'application des dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires aux boissons alcoolisées pour examen par le CCFL49. Les principaux domaines d'intervention du nouveau travail concernent la révision des textes suivants : CXS 1-1985 – Norme générale; CXG 2-1985 – Étiquetage nutritionnel et CXG 23-1997 – Allégations relatives à la nutrition et à la santé</u></p>	<p>CX/FL 17/44/9</p> <p>CX/FL 21/46/10 8 8 NON ÉMIS</p> <p>CX/FL 23/47/8 NON PUBLIÉ</p> <p><u>CX/FL 24/48/9</u></p> <p><u>CX/FL 26/49/8</u></p>
2.	<i>Réviser et harmoniser la définition de « petite unité »</i>	2023, 2024	<p>La <i>Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985) définit la « petite unité » comme un produit dont la surface est inférieure à 10 cm². Ces aliments sont exemptés des exigences obligatoires en matière d'étiquetage concernant la</p>	<p>CX/FL 23/47/13</p> <p><u>CX/FL 26/49/8</u></p>

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
			<p>liste des ingrédients, l'identification du lot, le marquage de la date, les instructions de stockage et le mode d'emploi.</p> <p>Il a été noté que les exemptions pour les petites unités concernant l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage et la déclaration nutritionnelle à l'arrière de l'emballage devraient également être alignées. Conformément aux dispositions du Codex, la déclaration des éléments nutritifs est obligatoire pour tous les aliments préemballés faisant l'objet d'une allégation nutritionnelle ou de santé, mais certaines denrées peuvent être exemptées en raison de leur petit conditionnement.</p> <p><u>En réponse à la lettre circulaire CL 2025/24/FL, l'organisation observatrice ICGA a présenté un document de travail et un document de projet sur une proposition pour élaborer une nouvelle définition de «conditionnement de petite taille/petit paquet/petit emballage» et l'utilisation de ce concept de «petit emballage» pour s'aligner sur l'exemption de l'étiquetage nutritionnel obligatoire tel que déjà indiqué dans la section 3.1.2 des Directives concernant l'étiquetage nutritionnel (CXG 2-1985) du Codex. Cette proposition de nouveau travail ne suggère aucun changement à la définition actuelle de «petite unité» ni aux dispositions apparentées établies dans la NGÉDAP (CXS 1-1985).</u></p>	CX/FL 26/49/8 Add.2
TRAVAUX ANTÉRIEURS IDENTIFIÉS PAR LE COMITÉ (pas de décision d'entreprendre de nouveaux travaux)				
3.	<i>Étiquetage des allégations véridiques, mais trompeuses</i>	2001 à 2004	Ces travaux ont permis d'identifier un certain nombre de types d'allégations véridiques, mais trompeuses, telles que la mention « sans cholestérol » sur une pomme de terre qui ne contiendrait jamais de cholestérol. La discussion n'a pas conduit à l'identification de nouveaux sujets de travail.	CX/FL 17/44/9
4.	<i>Naturel</i>	1990-1994, 2010	Ces travaux se sont concentrés sur l'établissement d'une définition du terme « naturel » et de critères de « transformation minimale ». Il a été noté que l'utilisation de ces termes était déjà abordée dans les dispositions de la section 5.1 (allégations) et que les différentes significations du terme « naturel » dans les différentes langues constituaient également un problème. En 2010, un observateur a proposé que les Directives générales concernant les allégations (CXG 1-1979) soient révisées afin d'y inclure une définition du terme « naturel ». Toutefois, aucun accord n'a été trouvé pour un nouveau travail en raison des orientations déjà fournies à la section 5.	CX/FL 17/44/9
5.	<i>Végétalien et végétarien</i>	1997 à 2000	Des propositions ont été présentées concernant les définitions des termes « végétalien », « ovo-lacto-végétarien » et « lacto-végétarien », en vue de leur inclusion éventuelle dans la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) ou, en tant qu'allégations conditionnelles, dans les Directives générales concernant les allégations (CXG 1-1979). Le CCFL a décidé d'interrompre ses travaux en 2000 sur l'Avant-projet de directives pour l'utilisation du terme « végétarien », car les différences actuelles	CX/FL 17/44/9

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
			dans la définition et la compréhension du terme « végétarien » d'un pays à l'autre étaient trop importantes pour permettre l'élaboration de directives au niveau international, et il n'était pas possible d'établir une définition commune. En 2021, la norme ISO 23662:2021 sur les termes « végétalien » et « végétarien » a été publiée.	
6.	<i>Étiquetage du pays d'origine</i>	2000 à 2005	Les délégués avaient des opinions divergentes sur la question de savoir si les orientations du Codex fournies dans la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) sur l'étiquetage de l'origine étaient adéquates ou non et s'il y avait des difficultés dans l'interprétation des dispositions existantes. Il n'y a pas eu de consensus pour recommander de nouveaux travaux.	CX/FL 17/44/9
7.	<i>Publicité</i>	1972-1990, 2004-2008	La question de la publicité a été longuement débattue au fil des ans, notamment pour savoir si le comité devait élaborer un code de pratique pour la publicité alimentaire et si la publicité par les médias électroniques ou de masse relevait du mandat du CCFL. En 1985, le comité a examiné un document de travail comprenant des avis juridiques de la FAO et de l'OMS, un document de synthèse des travaux du CCFL sur la publicité et une proposition de code d'usages pour la publicité alimentaire. Il a été recommandé de ne pas poursuivre les travaux sur un code de pratique pour la publicité des aliments. D'autres discussions ont eu lieu de 1987 à 1989, mais aucun nouveau travail n'a été réalisé. En 2008, une définition de la publicité relative aux allégations nutritionnelles et de santé a été adoptée par la 31 ^e session de la Commission du Codex Alimentarius et incluse dans les <i>Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé</i> (CAC/GL 23-1997).	CX/FL 17/44/9
8.	<i>Utilisation des termes arôme/aromatisant et autres termes qualificatifs</i>	2017	La question de l'utilisation des termes « arôme » et « aromatisant » a été soulevée en raison de l'incohérence dans l'utilisation des termes tels que définis dans les directives du Codex sur l'utilisation des aromatisants et les normes relatives à l'étiquetage des aromatisants. Cette question a été examinée par le CCFA48 qui a convenu de réviser les sections 4.1(c) et 5.1(c) de la <i>Norme générale pour l'étiquetage des additifs alimentaires vendus en tant que tels</i> (CXS 107-1981); et de recommander au CCFL43 d'envisager la révision de la section 4.2.3.4 de la <i>Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985), en tenant compte des révisions proposées. La question a été examinée par le CCFL44 qui a décidé de ne pas réviser les intitulés de classe « arômes » et « aromatisants » à la section 4.2.3.4, car ces termes figurent déjà dans les législations nationales d'un certain nombre de pays. Le Comité a également noté qu'il pourrait être nécessaire de réviser les qualificatifs « naturel », « identique aux substances naturelles », « artificiel » ainsi que d'autres sections connexes de la norme, c'est-à-dire la section 5, et est convenu que cela pourrait être abordé dans le cadre des améliorations générales de la norme CXS 1-1985	CX/FL 17/44/2-Add.1 REP 18/FL, paragraphe 9
9.	<i>Allégation concernant la préférence des consommateurs</i>	2017	Le CCFL43 a discuté d'une proposition de révision des <i>Directives générales pour l'utilisation du terme « Halal »</i> (CXG 24-1997). Le Comité a décidé de ne pas procéder à la révision telle que proposée, mais a noté que la proposition soulevait la question de savoir comment traiter	REP 18/FL, paragraphe 52

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
			les allégations concernant la préférence des consommateurs d'une manière plus large. La Nouvelle-Zélande a suggéré que le CCFL pourrait envisager de poursuivre ses travaux sur les allégations relatives aux préférences des consommateurs au sens large.	
10.	<i>Noms de classe et autres étiquetages dans les lignes directrices et les normes nécessitant une mise à jour</i>	2017	Sachant que bon nombre des normes et directives existantes élaborées par le CCFL l'ont été il y a plusieurs années, il peut être utile, à la lumière des nouvelles informations et tendances, de revoir ces textes afin de déterminer si une mise à jour ou une révision est appropriée. Les noms de classe, par exemple, pourraient être examinés pour en vérifier la pertinence en enquêtant auprès des pays membres pour évaluer le degré de cohérence des législations nationales avec la norme du Codex. En fonction des résultats, de nouveaux travaux pourraient être proposés pour promouvoir des pratiques équitables dans le commerce alimentaire. Des enquêtes similaires pourraient être menées pour d'autres éléments des normes et lignes directrices en matière d'étiquetage, tels que le contenu net et le poids égoutté, ainsi que le nom et l'adresse.	CX/FL 17/44/9
11.	<i>Commerce de produits alimentaires sans contact</i>	221	L'importance accrue du commerce de produits alimentaires sans contact ou avec un contact minimal et l'augmentation connexe de l'importance du commerce électronique et des ventes d'aliments sur Internet au cours de la pandémie de COVID-19 et à l'avenir ont été notées. L'augmentation du commerce d'aliments sans contact pourrait favoriser l'adoption et la croissance d'autres formes de technologie « sans contact », telles que l'impression 3D d'aliments. Les exigences en matière d'information pour les aliments produits de cette manière peuvent être un domaine dans lequel le CCFL devra fournir des conseils à l'avenir.	CX/FL 21/46/8
12.	<i>Harmonisation des critères pour l'utilisation de mentions supplémentaires liées à la santé pour des types spécifiques d'aliments</i>	2017	Il est suggéré d'établir des directives générales couvrant des mentions supplémentaires relatives à la santé (par exemple « phénylcétonurie, contient de la phénylalanine » et « teneur élevée en caféine, déconseillé aux enfants, aux femmes enceintes, aux personnes qui allaitent ou aux personnes sensibles à la caféine »), étant donné que certains ingrédients ou autres substances ou produits, lorsqu'ils sont utilisés dans la production alimentaire et toujours présents dans le produit fini, peuvent provoquer des allergies ou des intolérances chez certaines personnes.	CX/FL 17/44/9
13.	<i>Étiquetage des sucres – établir une définition des « sucres ajoutés »</i>	2017, 2023, 2024	Les sucres ajoutés font l'objet d'une attention croissante au niveau international, notamment en ce qui concerne son étiquetage. Toutefois, il n'existe pas de définition internationalement reconnue des « sucres ajoutés », ce qui rend difficile l'harmonisation des normes d'étiquetage. En outre, comme les « sucres ajoutés » ne sont pas chimiquement différents des sucres naturellement présents dans les aliments tels que les fruits et le lait, il est difficile de faire la distinction entre les sucres ajoutés et les sucres naturellement présents à l'aide de méthodes analytiques.	CX/FL 17/44/9 CX/FL 23/47/13 Document de travail : CX/FL 24/48/13 REP24/FL paragraphe 210

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
			<p>Une définition harmonisée des « sucres ajoutés » faciliterait l'interprétation des données afin de déterminer l'importance de ces allégations pour la santé publique et que l'absence actuelle de définition peut constituer un obstacle aux travaux du CCFL sur l'harmonisation de l'étiquetage nutritionnel. Une définition harmonisée pourrait réduire davantage les risques d'interprétations erronées susceptibles d'induire le consommateur en erreur.</p> <p>La réunion a également été informée qu'il n'était pas nécessaire d'avoir une définition puisque la CXG 23□1997 couvrirait déjà les allégations de non-ajout de sucre; et que la flexibilité était nécessaire parce que le règlement sur les « sucres ajoutés » pour l'étiquetage des aliments est différent selon la situation de consommation de « sucres ajoutés » dans chaque pays ou région et la question des « sucres ajoutés » devrait plutôt être prise en considération dans le cadre de la CXG 2-1985. En outre, il a été noté qu'aucune méthode analytique ne permettait de différencier les « sucres ajoutés » des sucres naturels, ce qui rendrait une telle définition inapplicable.</p> <p><u>L'étude n'a pas fourni de consensus sur la portée et l'objectif du travail et le Comité a donc convenu de garder le sujet dans l'inventaire des travaux futurs, et que les membres pourraient présenter un document de projet en réponse à la lettre circulaire demandant des propositions pour de nouveaux travaux à l'avenir.</u></p>	
14.	<i>Étiquetage nutritionnel/étiquetage des ingrédients</i>	2017	<p>L'accent étant mis de plus en plus sur les régimes alimentaires sains, il est de plus en plus important de veiller à ce que les consommateurs disposent de toutes les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées.</p> <p>C'est particulièrement le cas lorsqu'il existe des risques connus pour la santé associés à des niveaux élevés de consommation de certains composants.</p>	CX/FL 17/44/9
15.	<i>Acide gras trans</i>	2010, 2021, 2023, 2024	<p>La consommation d'AGT est fortement associée à un risque accru de maladie coronarienne et de mortalité associée, et toute réduction de la consommation d'AGT peut contribuer à diminuer le risque de maladie coronarienne. Le CCNFSDU41 a décidé d'interrompre les travaux sur les conditions d'une allégation « sans » AGT et a demandé au CCFL d'examiner les actions possibles au sein du CCFL pour soutenir la réduction de la consommation de gras trans.</p> <p>Le CCFL47 a décidé de reporter les discussions sur les acides gras trans au CCFL48, dans l'attente des résultats des discussions du CCFO28, et a réaffirmé que le Canada préparerait un document de travail décrivant les nouveaux travaux possibles sur les acides gras trans pour examen par le CCFL48.</p> <p><u>Le CCFO28 n'a pas fait progresser les travaux sur la réduction de la consommation d'AGT et les a renvoyés à l'étape 2/3 pour reformulation.</u></p>	<p>CX/FL 21/46/12, Annexe I</p> <p>CX/FL 23/47/11</p> <p>CX/FL 24/48/11</p> <p>REP24/FL <u>paragraphe 183</u></p> <p>REP26/FO <u>paragraphe 51</u></p>

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
16.	<i>Déclarations de durabilité</i>	2021, 2023, 2024	<p>Les questions liées à l'environnement et au changement climatique prenant de plus en plus d'importance pour les consommateurs, il pourrait être nécessaire que le CCFL envisage des orientations sur les allégations potentielles de « durabilité » qui pourraient être faites sur ou à propos des aliments.</p> <p>Au CCFL47, un document de travail sur les allégations de durabilité a été présenté (CX/FL 23/47/12). Le CCFL47 a convenu d'établir un GTÉ pour réviser le document de travail et le document de projet.</p> <p><u>Le CCFL48 a noté l'absence de consensus et a décidé de ne pas entamer de nouveaux travaux sur les allégations d'étiquetage de durabilité et a renvoyé le sujet proposé au tableau d'inventaire des travaux antérieurs identifiés par le Comité (pas de décision d'entreprendre de nouveaux travaux) en notant que le sujet restait ouvert à la discussion, si une nouvelle proposition devait être élaborée.</u></p>	<p>CX/FL 23/47/12</p> <p>CX/FL 24/48/12</p> <p><u>REP24/FL, paragraphe 194</u></p>
17.	<i>Descripteurs nutritionnels pour les matières grasses, le sucre et le sodium des critères pour la définition de la « teneur élevée en »</i>	2017, 2019, 2024	<p>Actuellement, les lignes directrices du Codex n'incluent que les critères « faible teneur en » axés sur les carences nutritionnelles. Il est suggéré d'élaborer des critères pour la « teneur élevée en » matières grasses, en sucre et en sodium.</p> <p>Une consommation élevée de sodium peut entraîner de l'hypertension, ce qui est un facteur de risque de maladie cardiovasculaire. Une consommation élevée de graisses saturées est corrélée à un risque accru de maladies cardiovasculaires. Une consommation excessive de sucres peut entraîner des caries dentaires et une surconsommation de calories, cette dernière étant un facteur contribuant à l'obésité.</p> <p>En 2017, le CCFL44 a identifié des critères pour la définition des descripteurs nutritionnels « teneur élevée en » pour les graisses, les sucres et le sodium comme un sujet de nouveaux travaux possibles.</p> <p>Lors de la CCFL45, le Comité a convenu que, bien que le travail soit précieux, il était prématuré de l'examiner à ce stade et qu'il fallait attendre l'avancement du travail sur l'ENF et les discussions au sein du CCNFSDU sur le profilage des nutriments. Ce sujet serait conservé dans le document sur les travaux futurs et l'orientation du CCFL afin de garder une trace de l'éventuel besoin de travaux à une étape ultérieure.</p> <p>Lors du CCNFSDU43, le Comité a convenu que les travaux passés et en cours de l'OMS sur le profilage des nutriments (CRD37) pourraient suffire à répondre aux besoins du Comité. Le Comité a également convenu qu'en raison du manque de soutien, la proposition sur le profilage nutritionnel ne serait pas poursuivie pour le moment.</p> <p>Le Canada, en réponse à la lettre circulaire CL 2024/24-FL, suggère qu'à la suite de la décision susmentionnée du CCNFSDU et de l'achèvement des lignes directrices sur l'ENF, il est suggéré que le CCFL48 relance les travaux visant à élaborer des lignes directrices pour l'utilisation d'allégations « teneur élevée en » pour les nutriments qui posent un</p>	<p>CX/FL 17/44/9</p> <p>REP19/FL, paragraphe 121 FL/45 CRD/16</p> <p><u>REP24/FL, paragraphe 210</u></p>

S. N°	Enjeu	Année examinée	Description	Référence
			problème de santé publique en raison d'une consommation excessive, en particulier le sodium (sel), les graisses saturées et les sucres. <u>Le CCFL48 a examiné la proposition et a noté qu'il n'y avait pas de soutien et qu'en cas d'intérêt à l'avenir, le document de projet pourrait être accompagné d'un document de discussion afin de fournir plus de clarté.</u>	
18.	<u>Aliments ultratransformés</u>	–	<p><u>La Fédération européenne des associations de diététiciens (FEAD) a noté la nécessité d'élaborer une définition du terme « aliments ultratransformés » en citant les initiatives suivantes à cet égard :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>L'OMS a entamé des travaux en vue de l'élaboration de lignes directrices mondiales sur la consommation d'aliments ultratransformés.</u> - <u>Les États-Unis, par l'intermédiaire de la FDA/USDA, ont lancé une demande de renseignements en vue d'élaborer une définition uniforme des aliments ultratransformés.</u> <p><u>La FEAD note en outre qu'une définition uniforme sera importante pour la mise en œuvre de l'étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages.</u></p>	<u>CX/FL 26/49/8</u>